



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

Convention d'obtention
et d'achat de Certificats
d'Economie d'Energie
Ville / CTR

**Date de la
Convocation :**

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

**Nombre de
Conseillers
Municipaux :**

En exercice : 33
Présents : 21
Votants : 21 + 7 P

Vote :

Pour : 21 + 7 P
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

Dans le cadre de son programme de travaux, la Commune a entrepris des réhabilitations de bâtiments et du réseau d'éclairage public ainsi que le raccordement de certains de ses bâtiments au réseau de chauffage urbain, qui permettent d'obtenir auprès des services de l'Etat un total de KWH cumac (KWH cumulés actualisés) valorisés par les CEE.

La société CTR - OFFE est devenue un acteur obligé en vertu de l'article L. 221-1 du code de l'énergie, c'est-à-dire astreint à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie.

Délibération :

Vu le code l'énergie et notamment ses articles L.221-1 à L.222-9 et R.221-1 à R.222-12 ;

Vu la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, dont la création des Certificats d'Économies d'Énergies (CEE) ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2017 relatif aux modalités d'application de la quatrième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Considérant que la loi de programmation de 2005 précitée impose des économies d'énergie aux personnes morales qui vendent de l'électricité, du gaz aux consommateurs finaux ;

Pour respecter leurs obligations, elles engagent des économies d'énergie dans leurs propres immobilisations et installations ou amènent leurs clients à réaliser des économies d'énergie ou achètent des certificats d'économies d'énergie auprès d'autres acteurs tels que les collectivités territoriales ;

Considérant que les certificats d'économie d'énergie (CEE) sont des outils créés par l'État visant à mobiliser les acteurs vers les économies d'énergie. Il s'agit d'un dispositif de marché qui consiste en une obligation faite sur l'offre des fournisseurs d'énergie, appelés les « obligés », d'agir sur la demande des consommateurs en contribuant à réduire leur consommation ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer la convention d'obtention et d'achat de CEE avec la société CTR - OFFE (ci-annexée) selon les conditions ci-dessous :

- recensement des opérations éligibles,
- montage des dossiers administratifs,
- dépôt des demandes auprès des instances,
- suivi des dossiers jusqu'à l'obtention des certificats,
- veille économique et technique sur le sujet,
- revente des CEE obtenus,
- versement des produits des CEE à la commune à hauteur de 5 € HT / MWh cumac enregistré.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

 Michel VENIAT


Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19

par sa publication en date du 15/07/19

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.